

« Si on parle de l'état de l'école en général, évidemment que la situation est extrêmement inquiétante ». Celui qui parle ici, le Ministre Geffray, sait bien ce dont il s'agit puisqu'il est largement comptable de la situation dans laquelle se trouve actuellement l'Éducation nationale. La FSU a régulièrement dit, depuis des années, que la situation était de plus en plus critique et que l'école ne tenait que grâce à la bonne volonté et à l'engagement de tous les personnels, dans les écoles et les établissements comme dans les services. L'empilement de réformes est insupportable, toutes imposées contre l'avis très majoritaire des organisations syndicales représentatives, dont la première d'entre elles, la FSU. Le tout à un rythme effréné, sans qu'aucune leçon de l'évaluation de leurs effets délétères ne soit jamais tirée, seule la mise au pas des personnels, la mise en difficulté des élèves, notamment les plus fragiles, la recherche de suppressions d'emplois semblent compter depuis 2017.

La lucidité vaudrait donc que l'ex DRH et DGESCO, devenu ministre, change de cap. Son obstination et celle du gouvernement auquel il appartient prévalent bien malheureusement. Les résultats pourront-ils être différents ? Sous couvert d'apporter une réponse à la difficulté scolaire dans 15% des collèges où elle est la plus grande, c'est une véritable mise sous tutelle pédagogique des collègues qui se prépare : formation descendante, présence renforcée des IPR et IEN, contractualisation des moyens et objectifs chiffrés, pilotage des pratiques par indicateurs et évaluations standardisées sous la houlette du Conseil Académique des Savoirs Fondamentaux, injonction à maintenir les groupes de niveaux pourtant abandonnés ailleurs pour obtenir quelques moyens... Caporaliser nos métiers est une véritable obsession ! La baisse démographique est quant à elle vue par les gouvernements successifs comme une opportunité de récupérer des moyens et faire des économies alors qu'elle devrait être un levier pour améliorer les conditions de travail -facteur essentiel de l'attractivité de nos métiers-, pour rattraper le niveau européen d'effectifs par classe, pour permettre une meilleure inclusion de tous les élèves -facteurs essentiels pour améliorer la réussite des élèves-. Comment accepter, tant le travail dans les classes est devenu difficile, que de nouveaux emplois soient supprimés, 4000 au niveau national, combien encore dans notre académie ? Les personnels sont eux condamnés au déclassement salarial. C'est inacceptable ! Le gouvernement sans majorité pour faire adopter à l'Assemblée un tel budget d'austérité pour l'Éducation et les Services publics en général, passe encore une fois en force avec le 49-3. Abîmer la démocratie, affaiblir les solidarités, fracturer la société, comme pour préparer la livraison du Pays à l'extrême droite, semble aussi une obsession du pouvoir macroniste !

La carte des formations professionnelles présentée aujourd'hui illustre cette idéologie politique de réduction des investissements dans le secteur public. Elle n'a pas surgi de nulle part, et cela fait déjà plusieurs années que les cartes scolaires s'apparentent à des tableaux comptables où tout doit être bricolé à moyens au mieux constants. Elle s'accélère cependant nettement et ne s'embarrasse plus de dialogue social. Après la réforme du bac pro 4 ans, passée à 3 ans, voici celle du BMA. Les décrets et arrêtés présentant la transformation du BMA en BNMA, l'organisation de ses enseignements professionnels et des PFMP ont été quasi unanimement rejetés au CSE du 1er octobre. La FSU dénonce ces méthodes et exige de vraies concertations. Si les grosses entreprises du luxe sont avides de main d'œuvre, le cœur du métier des BMA est celui du savoir-faire artisanal. Il faut du temps, et de l'investissement, pour former un bon artisan. Le BMA devenu BNMA, c'est plus d'une année de formation en moins, - sans compter les semaines du parcours personnalisé, une innovation si pertinente en bac pro qu'il a fallu l'étendre au BNMA- et la dévalorisation des diplômes des métiers d'art. C'est aussi et surtout un immense sentiment d'incompréhension et de

gâchis. L'académie s'est précipitée et doit aujourd'hui faire partiellement marche arrière, beaucoup d'énergie aura ainsi été perdue, inutilement.

En ce qui concerne la politique régionale, nous ne méconnaissons pas le contexte budgétaire imposé par le gouvernement et les difficultés qu'il entraîne. Nous comptons néanmoins sur le soutien Régional suite aux baisses de DGF, notamment si les coûts de viabilisation venaient à nouveau à se détériorer, comme constaté de 2022 à 2024 sur fond de situation internationale préoccupante, pour que l'accompagnement des projets pédagogiques soit maintenu. Nous déplorons cependant le maintien des aides hors compétences à l'enseignement privé. Y mettre fin, alors que l'enseignement confessionnel privé s'affranchit scandaleusement de ses obligations réglementaires et que les familles s'y réfugient pour pratiquer le séparatisme scolaire et social, serait non seulement moralement juste, mais cela permettrait aussi de dégager des ressources pour les établissements publics dont les besoins sont importants : bâtis, gymnases, nombre d'agent·es... Nous souhaitons alerter sur la situation des secrétaires généraux d'EPLE de l'académie, trait d'union dans l'EPLE des politiques régionales et académiques en matière budgétaire et de ressources humaines sur lesquels la pression logicielle et fonctionnelle s'accroît (notamment avec la généralisation d'opale) entraînant des arrêts et des départs inquiétants par leur nombre. Nous soulignons une contradiction entre la valorisation par la Région de mutualisations utiles, comme les groupements de commandes via l'Acena, et son absence complète de prise en compte en termes de moyens par le Rectorat. Par ailleurs, l'absence de perspectives claires quant au renouvellement nécessaire de certains manuels dans les lycées nous inquiète : des changements de programmes sont en cours, en mathématiques et en langues par exemple, ou bien des manuels sont obsolètes comme en histoire géographie. Nous redisons notre attachement aux manuels papiers, d'autant plus dans une période où la question de l'usage excessif des écrans s'invite dans le débat public. Plutôt que de répondre à cette problématique par des mesures inapplicables, sans doute populistes, comme l'interdiction du portable dans les lycées, permettons aux lycéen·nes de travailler avec des livres.